

L'ONU va ouvrir une enquête sur les tueries

Reuters, 25 mai 1994

GENEVE, 25 mai, Reuter - La commission des droits de l'homme de l'Onu devrait condamner dans le courant de la journée les massacres au Rwanda et décider l'ouverture d'une enquête internationale pour établir les responsabilités dans ces tueries.

Mais les délégués sont divisés sur l'inclusion du terme "génocide" dans le texte du projet de résolution.

Les 53 membres de la Commission doivent voter sur un projet unique de résolution qui désignera un rapporteur spécial chargé d'enquêter sur les massacres et les membres d'une équipe chargée de prévenir de nouvelles tueries.

C'est seulement la troisième fois que la Commission des droits de l'Homme se réunit pour traiter un sujet spécifique depuis sa création il y a 48 ans. Les deux précédentes réunions avaient porté sur l'ex-Yougoslavie.

Cette réunion coïncide avec la visite à Kigali de l'émissaire spécial de l'Onu au Rwanda, le Pakistanais Iqbal Riza.

Il a quitté mercredi matin le Q.G de l'Onu dans la capitale pour se rendre à Gitarama dans le sud, où il doit rencontrer des représentants du gouvernement provisoire.

Un convoi de 20 véhicules de l'Onu, comprenant le véhicule de transport de troupes transportant Iqbal Riza, est parti pour le siège du gouvernement près de Gitarama, à 40 km au sud-ouest de Kigali, les rebelles ayant assuré qu'ils autoriseraient le passage du convoi.

— Demande de droit de parole au FPR —

Iqbal Riza s'efforce d'obtenir l'aval du gouvernement et du Front patriotique rwandais (FPR) à l'envoi de 5.500 casques bleus.

Plusieurs organisations non gouvernementales et personnalités indépendantes ont réclamé à Genève un cessez-le-feu et une enquête approfondie pour déterminer les responsabilités collectives et individuelles des massacres.

Un représentant d'Amnesty International a déclaré que les tueries du Rwanda avaient une fois de plus montré à quel point était nécessaire la mise sur pied d'un tribunal international permanent chargé de juger les responsables de crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Le FPR a fait circuler parmi les délégués une déclaration demandant à la communauté internationale d'isoler le "soi-disant gouvernement rwandais". "Si elle refuse, elle donnera l'impression de soutenir un gouvernement constitué de criminels".

Plusieurs délégués et ONG ont réclamé que le droit de parole soit accordé au FPR, ce qui est contraire aux règlements de la commission qui est constituée de représentants de gouvernements et qui ne reconnaît pas les mouvements armés d'opposition.

Le commissaire de l'Onu aux droits de l'homme, l'Equatorien Jose Ayala Lasso, devrait tenir une conférence de presse en fin d'après-midi. /CR

(c) Reuters Limited 1994